

## Dernières News

### La formation professionnelle en débat : Un secteur à réhabiliter au service de l'emploi



La problématique qui revient souvent dans la plupart des pays quant à l'employabilité des diplômés des universités et ceux des établissements de formation professionnelle a toujours suscité la polémique.

C'est justement dans ce contexte qu'a été organisée, aujourd'hui jeudi 22 janvier 2015 à Tunis, une conférence-débat sur le thème, « Entreprise formatrice: renforcer la croissance - soutenir la productivité » par le Centre

des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD), en partenariat avec le programme "Pacte pour l'emploi en Tunisie" géré par Sequa GMBH (organisation allemande de développement du secteur privé), la fondation Konrad- Adenauer et la Chambre tuniso-allemande (AHK).

Lors de sa communication, Khaled Zribi, président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD), s'est plaint de l'inadéquation, chez nous, entre la formation et les besoins du marché de l'emploi, en général, et ceux de l'entreprise, en particulier.

Une simple comparaison chiffrée, précise M. Zarrouk, nous donne une idée sur la différence séparant la situation chez nous et celle prévalant dans certains pays occidentaux. « En Allemagne, à titre d'exemple, entre 70 et 75% des jeunes sont diplômés des centres de formation professionnelle et 30% uniquement poursuivent des études supérieures », dit-il en substance avant d'enchaîner que si le taux de chômage en Allemagne est faible, c'est « parce que le système éducatif et le système de la formation professionnelle répondent aux exigences du marché de l'emploi ».

Le problème réside, par ailleurs, dans les préjugés sociaux dans le sens où la formation professionnelle est souvent assimilée à l'échec scolaire, dit-il, d'où la nécessité, pour lui, d'entreprendre une réforme en profondeur de tout le système de ce secteur en Tunisie afin qu'il soit adapté aux besoins des entreprises.

Présentant, à son tour les résultats d'une enquête menée auprès d'un échantillon de 612 apprentis et 480 entreprises, Hassen Zargouni, président directeur général de Sigma Conseil, confirme les mêmes tendances

Mais si 80,2% des sociétés tunisiennes déclarent avoir besoin de recruter des diplômés de la formation professionnelle, dont 42,2% sont disposées à les embaucher immédiatement et 26,8% à court terme, renchérit M. Zargouni, ces mêmes entreprises expriment « leur insatisfaction du niveau des compétences issues de cette filière et ne trouvent pas le profil demandé ».

C'est dire que les maux sont profonds et les remèdes seraient longs et difficiles à trouver, ce qui exige

un travail de longue haleine avec une mise à niveau aussi bien des moyens mis en œuvre que des mentalités, l'objectif étant de réhabiliter le secteur de la formation professionnelle et en faire un vecteur au service des entreprises.

**Sarra HLAOUI**